

## Swiss Info Letter No. 3 / mai 2002

Conférence ministérielle de l'OCDE 2002 : sous le signe de la coopération internationale renforcée et d'un nouveau partenariat pour la croissance et le développement

La réunion annuelle traditionnelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres a lieu cette année les 15 et 16 mai à Paris. Elle sera présidée par le Premier ministre belge Guy Verhofstadt. La délégation suisse sera dirigée par le Conseiller fédéral Pascal Couchepin, chef du Département fédéral de l'économie publique, et par le Secrétraire d'Etat David Syz, directeur du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco).

**Quatre thèmes principaux** figurent à l'ordre du jour de cette réunion ministérielle:

- Perspectives économiques et réforme structurelle
- Intégrité et transparence de l'économie internationale
- Commerce et développement
- Rôle de l'OCDE en matière de développement et de développement durable, notamment en relation avec l'adoption d'un programme d'action au service des objectifs globaux du développement, l'Afrique (initiative NEPAD) et le développement durable au plan mondial (sommet de Johannesburg)

Pour des informations supplémentaires: voir <u>Réunion du Conseil au niveau des Ministres</u>.

Parallèlement à la Ministérielle, le **Forum 2002**, ouvert au public, aura lieu du 13 au 15 mai 2002. Des personnalités de haut niveau du monde académique, politique et économique y prendront part et débattront des thèmes suivants: sécurité, équité, éducation et croissance. Cf. <u>Forum 2002</u>.

La **Suisse** aura l'occasion, pendant la Ministérielle, de faire part de ses positions concernant les questions et problèmes actuels en matière de politique économique, commerciale et du développement:

L'intégrité et la transparence de l'économie internationale nécessitent des mesures efficaces en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la corruption et d'autres délits économiques et financiers – domaines dans lesquels la Suisse a souvent joué un rôle pionnier et a pris des initiatives sur le plan international. Dans le contexte de la débâcle d'Enron et autres événements touchant au monde des entreprises, le thème de la gouvernance et de l'éthique d'entreprise (corporate governance) a gagné en actualité; en 1999 déjà, l'OCDE a mis au point des principes s'y rapportant, en addition aux lignes directrices spécifiques concernant les entreprises multinationales (cf. Principes de gouvernement d'entreprise).

Suite à la Conférence ministérielle de l'OMC de Doha, les thèmes du **commerce et du développement**, auxquels la Suisse attache une grande importance, constituent actuellement un des points forts de l'activité des institutions économiques et financières internationales (entre autres Conférences de Monterrey et de Johannesburg). La discussion relative à la politique commerciale devrait pâtir des récentes mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis dans le secteur de l'acier

et de l'augmentation massive des subventions agricoles approuvées par le Président Bush.

Sur le plan de la politique du développement, l'OCDE fournit des contributions substantielles en assurant la promotion de la cohérence des politiques pertinentes tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement, en servant de forum de coordination pour les activités d'aide au développement et en menant un dialogue continu avec les pays en développement sur les politiques commerciale et économique, ainsi que sur les principes de bonne gouvernance. L'intérêt de l'OCDE pour l'initiative du NEPAD, laquelle se fonde sur un partenariat entre pays industrialisés et pays en développement, est par conséquent logique. Du point de vue de la Suisse, cela doit être salué, ainsi que la contribution active de l'OCDE à la mise en oeuvre du "Doha Development Agenda", dont dépendra en grande partie le succès du nouveau round de négociations de l'OMC.

Les travaux de l'OCDE en matière de **développement durable**, intensifiés en vertu des décisions prises lors de la Ministérielle de l'OCDE de 2001, vont permettre une contribution substantielle en vue du Sommet de Johannesburg (septembre 2002), sous la forme d'un rapport intitulé "Oeuvrer ensemble pour un développement durable: l'expérience de l'OCDE". On peut en particulier mentionner l'intention de l'OCDE de procéder, dans le cadre des examens périodiques des pays, à l'évaluation des progrès concrets des Etats membres en matière de développement durable – notamment en matière de découplage de la croissance économique et des atteintes à l'environnement.

## **Votre « abonnement » au Swiss OECD Info**

Avec notre bulletin Swiss OECD Info, vous avez l'occasion d'être informés des derniers développements à l'OCDE. Vous avez la possibilité de demander en tout temps une modification de la liste des destinataires, ainsi que, le cas échéant, de vous faire rayer de cette liste (mention: «Abonnement beenden»).